

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 18/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GPV FRANCE

1 rue de l'Industrie
68550 Saint-Amarin

Références : 0006702743_2024-03-05_GPV_VIIC AN 2024 Rétention
Code AIOT : 0006702743

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2024 dans l'établissement GPV FRANCE implanté 1, rue de l'industrie 68550 Saint-Amarin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GPV FRANCE
- 1, rue de l'industrie 68550 Saint-Amarin
- Code AIOT : 0006702743
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise fabrique des enveloppes.

Elle est soumise à autorisation pour la transformation de papier et pour l'imprimerie.

Thèmes de l'inspection : AN24 Rétention et confinement des eaux d'extinction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Confinement des Eaux Incendie - Volumes	AP Complémentaire du 17/10/2016, article 10 – alinéa 2	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
2	Confinement des Eaux Incendie - Systèmes de confinement	AP Complémentaire du 17/10/2016, article 10 – alinéa 4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Plan des Réseaux	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 7.6.5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Isolement des Réseaux	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 4.2.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence 5 non-conformités :

- Point de Contrôle n°1 : absence d'éléments permettant de justifier l'étanchéité, de garantir le volume disponible à tout moment ainsi que le défaut de dimensionnement sur la zone de rétention "Fossé de collecte des eaux pluviales"
- Point de Contrôle n°2 : absence d'éléments permettant de garantir le déclenchement en toutes circonstances des systèmes de confinement ainsi que de garantir l'étanchéité de la vanne pneumatique
- Point de Contrôle n°3 : absence de représentation schématique des systèmes de confinement des eaux d'extinction, des zones de rétention et de leurs zones collectées sur le plan des réseaux du site et plan non daté
- Point de Contrôle n°4 : absence de procédure écrite, tenue à jour et disponible au niveau du site, donnant les consignes permettant d'isoler le site à tout moment afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur en cas de lutte contre un incendie.
- Point de Contrôle n°5 : absence de système d'isolement des réseaux au niveau du puits perdu au Nord-Est du site afin d'éviter tout rejet de polluant dans le milieu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement des Eaux Incendie - Volumes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2016, article 10 – Alinéa 2
Thème(s) : Risques accidentels, Volume des rétentions
Prescription contrôlée : [...] Les installations sont équipées de zones de rétention étanches aux produits, permettant de recueillir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie. <ul style="list-style-type: none">• Avant le 31 décembre 2016, les eaux en provenance des zones 2 et 3 sont dirigées vers 2 rétentions d'une capacité totale de 890 m³ répartie comme suit :<ul style="list-style-type: none">◦ 500 m³ dans le fossé de collecte des eaux pluviales.◦ 390 m³ dans les locaux en sous-sol de la zone 3.• Avant le 31 décembre 2017, les eaux en provenance de la zone 1 sont notamment dirigées vers 2 rétentions supplémentaires d'une capacité totale de 476 m³ répartie comme suit :<ul style="list-style-type: none">◦ 226 m³ en point bas du site au niveau des quais d'expédition.◦ 250 m³ au niveau du parking poids lourds. Toutes dispositions équivalentes peuvent être prises pour assurer ces volumes de rétention. En cas de modification, l'exploitant en informe l'inspection.
Constats : En premier lieu, l'Inspection a vérifié la concordance des justificatifs des volumes avec la prescription. Avant le contrôle, l'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection en date du 26 Février 2024 des plans représentant 3 zones de rétention : <ul style="list-style-type: none">• Zone 1 : la zone parking poids lourd• Zone 2 : la zone quai d'expédition• Zone 3 : la zone du fossé de collecte des eaux pluviales Concernant les zones 1 et 2, les plans fournis détaillent les dimensions et les volumes de rétention disponibles dans chaque zone. Les valeurs sont similaires aux valeurs disponibles dans la prescription contrôlée. Cependant, l'exploitant n'a pas transmis de justificatif concernant la zone "locaux au sous-sol - zone 3" ce qui ne permet pas de constater le dimensionnement du volume de rétention. Postérieurement au contrôle, l'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection en date du 06 Mars 2024 un plan représentant les dimensions de la zone de rétention "locaux au sous-sol - zone 3". La valeur est similaire à la valeur présente dans la prescription contrôlée. En deuxième lieu et par sondage, l'Inspection a vérifié lors de la visite la zone du fossé de collecte

des eaux pluviales.

La conception du fossé ne permet pas de garantir l'étanchéité aux produits polluants susceptibles d'être présents dans les eaux d'extinction et de confiner les eaux potentiellement polluées dans le fossé :

- le lit du fossé est constitué de tout venant et selon les dires de l'exploitant, aucune membrane en fond de bassin n'a été installée,
- la vanne de confinement en aval du fossé ne permet pas de retenir les eaux d'incendie dans le fossé car lors de l'inspection, la dalle sur laquelle repose la vanne n'est plus étanche (présence de fissures sur la dalle – voir photo ci-dessous).



Concernant le volume du fossé, plusieurs constats effectués lors de la visite démontrent le non-respect du volume inscrit dans la prescription :

- des eaux pluviales des sites en amont s'écoulent dans le fossé et ne sont pas évacuées ce qui ne permet pas de garantir le volume de la rétention à tout moment (présence d'une hauteur d'eau diminuant le volume disponible),
- les mesures présentes dans le justificatif transmis par l'exploitant sont erronées car les constats sur site permettent d'indiquer visuellement que :
 - la largeur au fond de fossé n'est pas de 2.2m mais plus proche d'un mètre.



- La hauteur du fossé n'est pas de 2m, mais au maximum 1.2m (la hauteur est proche du diamètre de la canalisation en amont du site qui, selon le plan des eaux pluviales fournis par l'exploitant, est DN800 – voir photo ci-dessous)



Ces constats sur la conception et le volume du fossé constituent une non-conformité vis-à-vis de la prescription susvisée.

Observations :

Il appartient à l'exploitant de revoir les dimensions et les caractéristiques du fossé d'eaux pluviales afin d'assurer sa capacité à retenir les eaux d'extinction incendie susceptibles d'être polluées.

Notamment, les points suivants doivent être revus (sans exhaustivité) :

- Garantir à tout moment la capacité et le volume de rétention disponible inscrit dans l'arrêté préfectoral en prenant en compte les apports d'eau en amont du site en cas de pluie lors de la gestion d'un sinistre ;
- Reprendre les dimensions du fossé afin que le volume disponible soit corrélé à la valeur inscrite dans l'arrêté préfectoral ;
- Éviter que des eaux potentiellement polluées puissent se diriger dans le milieu soit par infiltration (garantir l'étanchéité en fond de bassin) soit par rejet direct (garantir l'étanchéité de la vanne d'isolement).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Confinement des Eaux Incendie - Systèmes de confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2016, article 10 – Alinéa 4

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de confinement

Prescription contrôlée :

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces rétentions doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Ils sont régulièrement entretenus et leur bon fonctionnement est contrôlé au moins une fois par an. Le registre d'entretien et de contrôle de ces équipements est tenu à la disposition de l'inspection.

Constats :

Avant la visite, l'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection en date du 26/02/2024 un document comprenant deux parties distinctes :

- Un compte-rendu de vérification réalisé par un prestataire extérieur en date du 10/08/2023 concernant la vanne pneumatique (réf : RB-202308-05) ;
- Un registre de suivi des contrôles incluant la vanne pneumatique et la vanne manuelle à vis datée du 11/08/2023.

Depuis 2022, l'Inspection constate que les contrôles périodiques des 2 vannes sont effectuées.

Concernant le déclenchement des systèmes de confinement, selon les dires de l'exploitant, cette tâche incombe au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et a été défini en lien avec les pompiers.

Cependant, aucun document justifiant que les tâches incombent au SDIS n'a été présenté lors de la visite. Selon les dires de l'exploitant, tous les documents justificatifs sont à disposition auprès du SDIS.

Par conséquent, sans document, l'Inspection ne peut conclure sur la garantie de la mise en service en toutes circonstances des systèmes de confinement.

Concernant le contrôle de la vanne pneumatique, lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu présenter le mode opératoire du contrôle permettant de garantir l'étanchéité du système.

Après la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 14/03/2024 le mode opératoire de contrôle du prestataire.

Dans ce mode opératoire, tous les éléments constituant la vanne pneumatique et son déclenchement sont contrôlés mais aucun point de contrôle concernant l'étanchéité n'apparaît (garantie que le système d'obturation permet bien d'arrêter tous les liquides).

Ces constats concernant le déclenchement des systèmes de confinement en toutes circonstances et l'étanchéité de la vanne pneumatique constituent une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Observations :

Il appartient à l'exploitant de mettre en place un système et/ou un protocole permettant le déclenchement des systèmes de confinement à tout moment et en toutes circonstances.

Il lui appartient également de définir un moyen de contrôler le bon fonctionnement de chaque système de confinement, notamment de garantir que chaque système permet d'arrêter tous les liquides (par exemple, par le biais d'une mise en eau lors du contrôle).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Plan des Réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 4.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Repérage

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux [...] de collecte doit notamment faire apparaître :

[...]

- les secteurs collectés et les réseaux associés

- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)

[...]

Constats :

Avant la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection en date du

<p>26/02/2024 un plan nommé "Zones de rétention".</p> <p>Sur ce plan, l'Inspection a pu constater la présence des réseaux d'eaux pluviales extérieures au bâtiment et les eaux pluviales de toiture du site.</p> <p>De plus, l'exploitant a indiqué de manière manuscrite les zones de rétention et les emplacements des systèmes d'obturation.</p> <p>Cependant, suite à l'analyse du document transmis, il apparaît que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les systèmes d'obturation ne sont pas schématiquement illustrés ; • Les secteurs collectés et réseaux associés ne sont pas représentés ; • Le plan n'est pas daté comme demandé dans la prescription. <p>Après le contrôle, l'exploitant a transmis par courriel le 14/03/2024 une mise à jour de son plan de réseaux des eaux pluviales incluant la schématisation et le positionnement des vannes d'obturation (pneumatique et manuelle).</p> <p>Cependant, les bassins de rétention, les secteurs collectés associés et une date de mise à jour sont manquantes.</p> <p>Au vu des éléments précédemment constatés, les dispositions de la prescription ne sont que partiellement appliquées par l'exploitant.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de mettre à jour son plan de tous les réseaux du site en faisant apparaître de manière claire et schématique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les bassins de rétention et les secteurs collectés associés ; • La date de la dernière mise à jour du plan.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Consignes de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 7.6.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Procédure obturateurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>[...]</p> <p>la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</p>

Constats :

Avant la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection en date du 26/02/2024 une procédure détaillant les consignes de sécurité à réaliser par le responsable mise en sécurité en cas d'incendie. La dernière mise à jour date du 17/01/2020.

Les dispositions de la prescription indiquent que les consignes de sécurité, notamment « *la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur* » doivent être « *tenuës à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel* ». Or, suite à l'analyse de la procédure, l'Inspection n'a pas constaté de consignes concernant le déclenchement des vannes d'obturation du site par le personnel de première intervention du site.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué verbalement que les procédures ne sont pas sur le site mais disponibles au niveau du SDIS.

Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Observations :

Il appartient à l'exploitant de réaliser une procédure écrite à destination des salariés et du personnel formé détaillant les consignes de sécurité et les actions à réaliser en cas de sinistre, notamment le déclenchement des systèmes d'obturation en indiquant :

- La procédure en heures ouvrables et en heures ouvrés ;
- Le personnel dédié ;
- Le mode opératoire de déclenchement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Isolement des Réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 4.2.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Obturation des réseaux d'eaux

Prescription contrôlée :

Un système doit permettre l'isolement de l'intégralité des réseaux de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Au niveau de la zone au Nord-Est (à proximité du compteur AEP), deux regards ont été constatés sur la voie routière autour du site.

Ces deux regards sont reliés à un puits perdu qui rejette les eaux pluviales directement dans la nappe phréatique.

Selon l'exploitant, ce point est suivi semestriellement par des mesures de concentration en MES (Matière en Suspension) et en Hydrocarbures : point 4 sur le portail GIDAF.

Après la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 06 Mars 2024 un extrait du plan des réseaux d'eaux pluviales représentant la zone du puits perdu.

L'exploitant précise sur ce plan qu'aucun écoulement d'eaux d'extinction ne peut arriver jusqu'au puits perdu car les eaux d'extinction sont canalisées dans les bâtiments grâce :

- à des seuils surélevés de 7 cm au niveau des portes ;
- à un muret béton surélevé de 35 cm au niveau des parois des bâtiments

Selon les commentaires de l'exploitant dans le courriel, ces seuils permettent d'éviter des écoulements au droit de la zone du puits perdu et permettent de diriger les écoulements des eaux d'extinction vers le sud du site, vers les zones de rétention prévues (zones parking poids lourd et quai d'expédition) et qui dispose d'un système d'obturation (vanne pneumatique).

Dans les dispositions de la prescription, il est inclus que « *l'intégralité des réseaux de l'établissement doit pouvoir être isolé par rapport à l'extérieur afin d'éviter tout rejet de produit* »

polluant vers le milieu récepteur » . Or, au niveau du secteur Nord-Est du site, l'absence de systèmes de confinement ne permet pas d'éviter, en cas de déversement accidentel (produits dangereux pour l'environnement), que des polluants soient rejetées dans la nappe. Notamment, dans ce cas, éviter le rejet de produit polluant dans la nappe d'accompagnement de la Thur par le biais du puits perdu.

Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 mois